

Fonctionnaires, retraites, TVA, éducation, famille... le programme de François Fillon

Arrivé en tête du premier tour de la primaire de la droite, l'ex-premier ministre veut notamment mettre en place un programme d'économie de 110 milliards d'euros.

LE MONDE | 21.11.2016 à 06h47 • Mis à jour le 21.11.2016 à 10h29 | Par [Matthieu Goar](#)

Quel projet porte François Fillon ? Avec le succès du député de Paris au premier tour de la primaire de la droite, les sympathisants de la droite ont plébiscité [un programme libéral économiquement et conservateur au sujet des questions de société](#). Candidat depuis 2013, l'ancien premier ministre a longuement travaillé sur ses propositions. En dévoilant au fur et à mesure ses idées, il a donné le ton. Il s'est d'ailleurs félicité plusieurs fois d'influencer ses rivaux.

• Un « choc libéral » en économie

Le 21 septembre 2007, M. Fillon, en déplacement en Corse, a déclaré « être à la tête d'un Etat en situation de faillite ». Alors premier ministre, il s'est fait recadrer par le président Nicolas Sarkozy, qui ne voulait pas se fâcher avec l'opinion. Mais M. Fillon semble toujours être persuadé de la justesse de son analyse de l'époque. Son programme en est la meilleure preuve. Des sept candidats à la primaire, le député de Paris est celui qui proposait la cure d'austérité la plus importante. S'il était élu président de la République en mai 2017, il mettrait en place [un programme d'économie de 110 milliards d'euros sur les finances publiques](#). Un tiers de la baisse des dépenses serait assuré par l'Etat, 20 % par les collectivités locales et le reste en rognant sur la Sécurité sociale (retraite à 65 ans, réduction de la « dérive » des dépenses de santé). Pour trouver ces économies, M. Fillon [promet de supprimer 500 000 emplois publics](#), de reporter l'âge de la retraite à 65 ans en 2022, d'harmoniser les régimes de retraite, d'imposer les 39 heures dans la fonction publique.

Pour relancer l'économie malgré ces coupes drastiques, le député de Paris réinjecterait 40 milliards d'euros pour alléger les charges des entreprises et baisser l'impôt sur les sociétés à 25 %, le tout financé par 2 points supplémentaires de TVA. Afin de « libérer » les entreprises, il les laisserait négocier leur temps de travail dans la limite d'une durée maximale de 48 heures hebdomadaires, il supprimerait le « monopole » syndical et reviendrait sur les seuils sociaux.

Avec ce « choc de compétitivité », l'ancien premier ministre promet de retrouver le plein-emploi en cinq ans (taux de chômage à moins de 7 %) et de refaire de la France la première économie européenne dans dix ans. Il assume par contre un déficit public important en 2017 (- 4,7 %) et en 2018 (- 4,5 %) à cause, selon lui, du coût des annonces « à visée électoraliste » de François Hollande en 2016.

• Une vision « familiale » de la société

Alors qu'il a bénéficié du soutien de la plupart des dirigeants de Sens commun, l'une des prolongations politiques de la Manif pour tous, M. Fillon ne veut pas abroger la loi Taubira, qui autorise le mariage entre personnes de même sexe. « Ce n'est pas réaliste, car on ne démariera pas des gens qui ont été mariés », a-t-il reconnu en février. Mais il veut la réécrire pour interdire l'adoption plénière par les couples homosexuels et autoriser l'adoption simple après qu'un juge statue en fonction de « l'intérêt de l'enfant ».

Il souhaite que la procréation médicalement assistée (PMA) soit « réservée aux couples hétérosexuels dont l'infertilité est diagnostiquée » et entend abroger la circulaire Taubira, qui

facilite la transcription en France de l'état civil des enfants conçus à l'étranger par gestation pour autrui (GPA).

Le programme du député de Paris fait la part belle aux familles traditionnelles. Le 7 juin, lors d'un meeting à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), il a annoncé vouloir « *redonner 10 milliards d'euros de pouvoir d'achat* ». Une orientation qui s'adresse aux familles et aux classes moyennes supérieures.

S'il est élu en 2017, l'ancien premier ministre veut ainsi [rétablir l'universalité des allocations familiales](#) et porter le plafond du quotient familial à 3 000 euros. Il reviendrait alors sur deux décisions du quinquennat de M. Hollande (la modulation des allocations en fonction des revenus et l'abaissement du plafond de 2 000 euros à 1 500 euros) dénoncées comme un « *matraquage* » et une atteinte à la politique familiale par les dirigeants de l'opposition depuis 2012.

« *J'entends répondre à l'angoisse des classes moyennes et faire de la famille l'un des socles de notre solidarité* », a-t-il promis.

Au niveau de l'éducation nationale, le grand projet de M. Fillon est de « *réécrire les programmes d'Histoire avec l'idée de les concevoir comme un récit national* ». Une idée censée redonner aux enfants « *la confiance dans notre patrie* » mais qui hérisse les historiens.

• **Une politique internationale prorusse**

M. Fillon se prévaut d'une amitié avec Vladimir Poutine nouée à l'époque où ils étaient tous deux premiers ministres. Depuis 2012, il a rencontré de nombreuses fois le dirigeant russe. Dans chacune de ses interviews, il insiste pour ne pas faire des Russes les seuls « *fauteurs de troubles* » en Ukraine et milite pour une coalition avec les Russes et les Iraniens afin de combattre l'organisation Etat islamique en Syrie. Quitte à s'allier provisoirement avec le président syrien Bachar Al-Assad. « *Il faut aider le régime de Bachar Al-Assad, qui, avec tous les défauts qui sont les siens, est sur le point de tomber* », affirmait-il en septembre 2015 sur Europe 1.

En ce qui concerne l'Union européenne, M. Fillon n'a jamais caché son attachement à une « *Europe des Nations* » respectueuse de la « *souveraineté de la France* », comme il le précise dans son projet. « *L'Europe doit être un instrument et non pas une religion* », explique-t-il dans son programme. L'ancien premier ministre veut créer un « *Schengen de la justice* », qui permettrait d'expulser systématiquement de l'espace Schengen tout délinquant reconnu coupable d'un crime ou d'un délit. Il veut aussi doter la zone euro d'un directoire politique, composé des chefs de gouvernement, présidé par l'un d'entre eux.